

lundi 10 juin 2013 // 17:29

Engagement et performance au centre des échanges de vues

lundi, 10.06.2013

La quatrième édition du Geneva Forum for Sustainable Investment (GFSI) renouvelle l'intérêt pour le secteur.

Marjorie Théry

Le succès du (GFSI) ne se dément pas. Cette 4e édition genevoise, organisée par Voxia et Conser, a vu affluer plus de 250 participants de tous bords, spécialistes de la finance durable bien sur, mais aussi représentants de banques privées et universelles suisses, banques étrangères, gérants indépendants et investisseurs institutionnels. Plus de 20 intervenants se sont succédés lors de tables rondes et ateliers ce vendredi 7 juin. Pourtant cette année, aucun représentant d'outre Sarine n'avait fait le déplacement. Logique puisque 2013 signe aussi la première édition du pendant alémanique du forum, le Zurich Forum for Sustainable Investment le 13 juin prochain.

Angela De Wolff, fondatrice de Conser et co-fondatrice de Sustainable Finance Geneva, a ouvert la journée en rappelant quelques chiffres récents sur le secteur: «les signataires des principes pour l'investissement responsable édictés par l'ONU représentent aujourd'hui plus de 1000 institutions dans 35 pays pour plus de 30.000 milliards sous gestion. En Europe, plus de la moitié des caisses de pensions ont une politique d'investissement incluant des critères durables et un quart songe à en intégrer.» En Europe toujours, le marché des investissements responsables (ISR) atteint désormais environ 10.000 milliards d'euros, d'après la dernière étude d'Eurosif.

Pour rappel, dans l'ISR le processus de sélection des investissements comprend une analyse financière classique, complétée par une analyse durable qui peut prendre diverses formes (critères d'exclusions, approche «best in class» etc.). L'objectif est double: en investissant dans des sociétés plus «durables», les investisseurs visent à favoriser des entreprises dont le modèle économique limite les externalités négatives (pollution, travail d'enfants etc). Ces externalités représentent des coûts et des risques que l'analyse financière ne prend pas en compte. En sélectionnant des entreprises plus transparentes, plus «durables» et moins risquées, l'investisseur cible celles avec une meilleure santé économique et financière et escompte une performance supérieure.

La performance était d'ailleurs au centre des débats de la journée. «Avec notre politique de gestion durable nous avons enregistré 23 mois de rendement positifs en deux ans. Même si cela n'explique pas tout, nous avons constaté que sans cette stratégie nous aurions perdu en surperformance. Pour nous, la qualité des rendements et aussi importante que les rendements en eux mêmes», indique Grégoire Haenni, chef des investissements de la caisse de pensions du CERN.

Face à la grande diversité de stratégies, il est impossible d'affirmer que les placements durables surperforment le marché en moyenne. Pourtant, certaines stratégies s'avèrent bien plus payantes que d'autres. «Les critères d'exclusion n'apportent aucun alpha alors que les stratégies best in class créent de la valeur dans nos portefeuilles», indique Benoit Piette, Executive Director de la Banque Sarasin & Cie. Une vision partagée par Antti Savilaasko, directeur des investissements responsables de Nordea, une des principales banques scandinaves. Il parle même de «cheap way» pour les stratégies d'exclusions comme étant simpliste et n'apportant aucune surperformance. Même son de cloche de la part de Melchior de Muralt, associé-gérant chez De Pury Pictet Turrettini & Cie SA: «pourquoi se passer de Syngenta juste sous prétexte qu'elle est active dans la chimie? Plutôt que de les exclure de notre univers, il est de notre responsabilité de dialoguer avec ces entreprises pour améliorer leurs pratiques, tout comme il est de notre responsabilité d'ajouter de la surperformance pour nos clients». De fait, il aurait été dommage de se passer du titre de Syngenta dont le cours de l'action est passé d'environ 70 francs il y a 10 ans à environ 370 francs aujourd'hui.

La chimie était d'ailleurs le thème développé dans la présentation de Dexia AM. Un secteur à priori polluant, autant au niveau de la production que des produits (plastiques, engrais etc). Mais les chimies plus «vertes» se développent de plus en plus et poussent l'industrie à innover. «Des technologies prometteuses de capture et séquestration du carbone permettraient

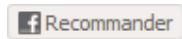
de réduire de 80% des émissions de CO2 dans l'industrie, et 20% des émissions globales. Le procédé reste encore onéreux mais est déjà testé par Total et Air Liquide en France par exemple», précise Patrick Haustant, analyste ISR senior chez Dexia AM.

La plupart des intervenants ont mis en avant la nécessaire proximité et le dialogue avec les entreprises, qui ne saurait remplacer le flux (même immense...) d'informations financières diffusées sur Bloomberg et consorts. «Dans une stratégie d'amélioration de risque/rendement durable, il faut nécessairement être engagé. Il faut regarder l'information que personne ne regarde. Les rapports financiers ne reflètent pas la valeur d'une entreprise, pas plus que les rapports ESG ne reflètent le profil durable de l'entreprise et son potentiel. Dialoguer avec l'entreprise est essentiel» ajoute encore Antti Savilaasko.

Etre sur le terrain et dialoguer avec les entreprises, Symbiotics ne fait que cela depuis 10 ans et n'a connu que des années de rendements positifs. Roland Dominicé, CEO de l'entreprise de microfinance rappelle que: «70% de la croissance mondiale proviendra désormais des marchés émergent. A l'échelle mondiale plus de 95% des entreprises sont des PME ou des micro-entreprises. Dans les marchés émergents, 80% de la population n'a pas suffisamment accès aux services financiers». L'évolution de ces microentreprises vers des PME suscite de grands besoins en financement, qui passent souvent par des microcredits. Symbiotics est spécialisée dans les investissements dans les entreprises de microfinance dans les pays émergents. Ainsi l'an dernier, les fonds en obligation de Symbiotics ont connu entre 4% et 9% de rendement, avec peu de volatilité. Fabio Sofia, directeur chez Symbiotics, ajoute: «nous suivons de près environ 200 institutions, qui sont souvent considérées comme les meilleures banques du pays. Banco Solidario est la meilleure banque en Equateur par exemple, tout comme BancoSol en Bolivie, toutes deux dans le haut des classement des agences de notation».

Symbiotics, qui a développé l'an dernier un fond en collaboration avec l'ONG Oxfam et à la demande de la Ville de Londres, s'étonne que les autorités suisses ne s'impliquent pas davantage dans le développement de cette industrie. Il rappelle que Genève est la capitale mondiale de la microfinance avec 30% de parts de marché (sur un total de plus de 10 milliards). La finance durable fait pourtant partie des trois priorités que s'est fixée l'ASB fin 2012. Si les initiatives privées se développent, le soutien public se fait encore attendre. Pourtant les exemples ne manquent pas: Luxembourg, Londres et l'Union Européenne ne cessent de développer des incitations réglementaires et fiscales pour favoriser cette industrie. Dans les couloirs du forum, beaucoup verraient d'un bon œil que la Suisse leur emboite le pas, afin d'attirer les investissements et faire de la Suisse une référence en matière de finance durable.

[Retour](#)



• Print